

crédits accordés par la loi de finances personnel auxiliaire de bureau ou de ce.

t. 5. — Des indemnités de remboursement de frais de mission et de transports sont être attribués au personnel des de cadres dans les conditions prévues par le décret du 20 février 1941.

t. 6. — Toutes dispositions contraires présent décret et notamment celles ées par le décret du 31 décembre 1940 if aux traitements et classes du personnel des écoles nationales de cadres sont lemeurent définitivement abrogées.

t. 7. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le seaire d'Etat à l'économie nationale et finances sont chargés, chacun en ce qui oncerne, de l'exécution du présent dé., qui sera publié au *Journal officiel* aura effet à compter du 1^{er} janvier

ait à Vichy, le 11 août 1941.

PH. PÉTAÏN.

ar le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.*

3387. — Décret du 11 août 1941 portant réation d'écoles régionales de cadres de a jeunesse.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi de finances du 28 juin 1941 tant fixation du budget applicable à l'exercice 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Afin d'assurer la formation des cadres subalternes de la jeunesse, dix des spécialisées de cadres sont créées.

Art. 2. — Les cadres des écoles dont la éation est prévue sous l'article précédent, comprennent:

Dix directeurs.
Quarante assistants.
Trente moniteurs.
Dix économes.

Art. 3. — Les directeurs des écoles regionales de cadres sont nommés par artés du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse. Ils sont choisis rmi les délégués de la jeunesse et conuent à compter dans l'effectif de ces rniers.

Art. 4. — Les assistants, moniteurs et onomes des écoles régionales de cadres nt recrutés sur contrat; le montant de rémunération qu'ils pourront recevoir, à exclusion de toute autre rémunération essoire en dehors des allocations familiales, de l'allocation de salaire unique et e la prime à la première naissance, sera xé par décision du secrétaire d'Etat à éducation nationale et à la jeunesse, dans s limites prévues pour le personnel d'en- idrement des écoles, centres de travail et

ateliers, par l'article 21, paragraphe B, de l'arrêté interministériel du 21 décembre 1940.

Art. 5. — Indépendamment des cadres visés à l'article 2 ci-dessus, il pourra être fait appel, dans la limite des crédits accordés à cet effet, et suivant les besoins du service à des auxiliaires temporaires de bureau ou de service intérieur.

Art. 6. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 11 août 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.*

N° 3789. — Décret du 4 septembre 1941 relatif à l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu le décret du 1^{er} octobre 1926 rattachant l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres à la direction générale de l'enseignement technique;

Vu le décret du 6 décembre 1927 portant règlement de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres;

Vu le décret du 12 janvier 1929, modifié par les décrets des 10 avril et 15 septembre 1930 fixant les cadres et traitements du personnel de cette école;

Vu la loi du 31 décembre 1938 portant fixation du budget de l'exercice 1939,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 7 du décret du 12 janvier 1929 fixant les cadres et traitements du personnel de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Art. 1^{er}. — Le personnel de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres comprend:

« Un directeur.
« Un professeur.
« Deux professeurs techniques adjoints.
« Un économe surveillant général.
« Un commis d'administration chargé de surveillance.

« Art. 7. — Les traitements et indemnités du personnel administratif et enseignant de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres sont les mêmes que ceux des catégories correspondantes des écoles nationales d'arts et métiers des départements ».

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 6 décembre 1927 et 15 septembre 1930, en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1940.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 septembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

*Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.*

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.*

Régies d'avances.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et aux finances en date du 16 août 1941, il est institué une régie d'avances pour le paiement des frais d'entretien et d'essais mensuels du centre d'émission des signaux horaires installé par cet établissement dans l'observatoire de Bordeaux-Mérignac.

Le montant des avances pouvant être consenties au régisseur est fixé à 2.000 fr. Il en sera justifié dans les conditions prévues par l'article 94 du décret du 31 mai 1862.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU TRAVAIL

Application de la loi du 23 mai 1941 (région parisienne).

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 août 1941: page 3310, 2^e colonne, 4^e ligne, au lieu de: « Fait à Paris, le 22 juillet 1941 », lire: « Fait à Paris, le 30 juillet 1941 ».

Durée du travail dans les filatures de rayonne.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1941: page 3335, 2^e colonne, article 1^{er}, 4^e ligne, au lieu de: « ...comprises sous le numéro 4.421 de la nomenclature... », lire: « ...comprises sous le numéro 4.421 de la nomenclature ».

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT

Prix des pommes de table.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement.
Vu la loi du 17 mai 1941 relative à la fixation du prix des primeurs;
Vu l'arrêté du 17 mai 1941, modifié par l'arrêté du 21 juin 1941 et par l'arrêté du 31 juillet 1941.

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les prix des pommes de table provenance de la production sont fixés, à compter du 8 septembre 1941, ainsi que suit: